



## Un an après l'agression géorgienne

Par [Sergueï V. Lavrov](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 12 août 2009

[Réseau Voltaire](#) 12 août 2009

Le 8 août, un an aura passé depuis les événements tragiques en Ossétie du Sud. Cette nuit-là, le régime de M.Saakachvili a perpétré une attaque inhumaine en félonie contre ses civils, ainsi que contre les pacificateurs russes, qui pendant plusieurs années ont défendu la paix et la sécurité des peuples, qui vivent dans la fragile région transcaucasienne.

Au cours de l'agression géorgienne ont été utilisés en masse les types d'armes inhumaines, y compris les sous-munitions, les lance-roquettes multiples, les bombes de 500 kilos. En résultat, des centaines de civils de Tskhinval et des localités avoisinantes sont morts, tout comme des dizaines de militaires russes, y compris les pacificateurs, et le nombre de blessés et des sinistrés est incommensurablement plus élevé. Il est jusqu'à présent impossible d'identifier beaucoup de morts. L'échelle des destructions était vraiment horrible.

L'énorme quantité de victimes, l'apparition de milliers de réfugiés témoignent, qu'il ne s'agit pas d'une « erreur » ou d'un « hasard », mais des agissements criminels prémédités. Cela est clairement confirmé par les documents prises à l'armée géorgienne, y compris le fameux plan « Champ libre ».

Les citoyens russes ressentent de la colère et du mal, en se rappelant les événements d'août dernier. Nous pleurons avec le peuple sud-ossète, nous vénérons la mémoire des morts, nous promettons de continuer notre aide à tous les blessés au cours du conflit.

Les événements tragiques en Ossétie du Sud ont de nouveau montré à toute la communauté internationale l'absence d'alternative aux moyens de négociations pacifiques pour régler les différends et conflits. Malheureusement, au prix de la vie des innocents. Cela n'est ni ne sera jamais excusable : les criminels militaires doivent subir la punition appropriée. L'histoire actuelle de l'Europe connaît plusieurs exemples à ce propos.

L'agression barbare de la Géorgie contre l'ex-partie de son propre état a mis en lumière de façon parlante les profondes failles dans le système d'alors de la sécurité européenne. Elle s'est avérée incapable de prévenir les attaques surprises et à large échelle sur les territoires, qui se trouvent dans le collimateur des institutions internationales importantissimes.

La Fédération de Russie a de manière consécutive défendu les principes politiques du règlement pacifique en Transcaucasie, servi de médiateur impartial et de bonne foi aux négociations dans le cadre de l'ONU et de l'OSCE. Pendant 17 années, nous avons rempli les fonctions pacificatrices importantes, nous avons été prêts - en cas de l'obtention du règlement - à se charger du rôle de garant dans les accords des parties en conflit.

Cependant, les autorités géorgiennes ont préféré fusiller l'intégrité territoriale de leur état à lance-roquettes multiples, en tirant la croix sur le rétablissement de la communauté interethnique avec les ethnies voisines. Qui plus est, dans les premiers jours après l'effusion du sang de Tskhinval, le régime de M.Saakachvili a aggravé encore plus la situation, essayant d'accuser la Russie du déclenchement du conflit et continuant de menacer ses voisins.

Dans ces conditions, nous n'avions pas d'autre voie pour garantir la paix et la sécurité des peuples de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie que de reconnaître leur indépendance, leur offrir le libre choix démocratique de leur propre développement étatique et national. La Russie a été la première à avoir le courage de prendre conscience de la réalité objective. C'était la décision la plus efficace, à laquelle tous ont gagné, même ceux, qui ne veulent pas le reconnaître.

La présence de nos militaires et gardes-frontière sur la base des accords bilatéraux, qui ont passé la ratification dans les parlements, est absolument légitime. Elle garantit la sécurité fiable des républiques, crée les conditions pour leur développement indépendant. La Russie poursuivra son aide socioéconomique d'envergure aux peuples frères de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, avant tout dans les problèmes du rétablissement des habitations et de l'infrastructure civile, ainsi que son assistance dans la défense de leurs états et de leurs frontières.

Un an après l'agression géorgienne, les peuples de la Transcaucasie font néanmoins toujours face à plusieurs défis et problèmes. Le principal en reste la politique de la revanche et la perspective de la récurrence des actions de force de la part de la Géorgie. Malgré l'échec de l'aventure d'août, les autorités de Tbilissi, aussi loin que l'on comprenne, n'entendent pas abandonner leurs projets de rétablissement par la force de « l'intégrité de la Géorgie ». C'est pourquoi nous insistons sur la prise des obligations juridiques sur le non-usage de la force. Ceci dit, ces obligations ne doivent pas être inconditionnellement contractées par Géorgie en application à la Russie, mais concerner les républiques voisines – l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Ce n'est qu'ainsi que Tbilissi peut rétablir au moins la confiance minimale à son égard de la part des pays voisins et de la communauté internationale. Les accords sur le non-usage de la force doivent comprendre les nettes garanties de la sécurité des peuples de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Cela préviendra la répétition de la tragédie. Tous les états et peuples démocratique doivent être intéressés à éviter les nouvelles vagues de violence dans la région.

Il est aussi difficile de surestimer le besoin pour tous pays de s'abstenir pendant longtemps des livraisons en Géorgie d'armes offensives, et idéalement – de toute sorte d'armes et de matériel de guerre. Les livraisons en masse d'armes de l'étranger de ces dernières années ont créé chez les autorités géorgiennes l'illusion de l'impunité et de la permissivité, généré la tentation de régler leurs problèmes par voie militaire. Les conséquences néfastes de cela sont aujourd'hui évidentes. La communauté internationale doit faire preuve d'approche responsable dans ce problème et reconnaître les nouveaux changements géopolitiques, formés en Transcaucasie après les événements d'août.

Les tentatives d'agir comme si de rien n'était, le fait d'ignorer l'existence entièrement indépendante de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ont finalement fait fermer dans ces pays et en Géorgie des présences internationales, dont l'aide aux peuples de la région était en général utile. Ce n'était pas le choix que nous faisons. Ce n'est pas à la Russie qu'incombe la responsabilité pour le retrait des missions internationales, quelques tentatives que l'on

fasse pour le faire croire.

Néanmoins, nous entendons, que si toutes les parties concernées tirent des leçons et des conclusions appropriées de la tragédie de l'août dernier, la communauté internationale sera capable d'établir l'interaction constructive en Transcaucasie. Les principales voies pour le faire résident dans le plan Medvédev-Sarkozy, dont la Russie applique entièrement et inconditionnellement les clauses et les appliquera dans l'avenir. Ce n'est que par les efforts conjoints que nous pouvons maintenir la paix sur notre continent européen.

Les événements d'août 2008 vont encore longtemps rester au centre de l'attention des politiques et des politologues. L'essentiel est que le processus de leur analyse ne devienne pas l'otage des approches idéologisées ou de blocs, mais contribue à la recherche des voies et des moyens adéquats de la garantie de la stabilité et de la sécurité en Transcaucasie.

*Sergueï V. Lavrov : Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.*

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)  
Copyright © [Sergueï V. Lavrov](#), [Réseau Voltaire](#), 2009

---

Articles Par : [Sergueï V. Lavrov](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)